

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 47 (1989)

Heft: 4

Buchbesprechung: Bibliographie

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bibliographie

CAPITALISMES ET SOCIALISMES*

Que se propose l'auteur en publiant une «radioscopie» des structures organiques des capitalismes et socialismes? Roger Dehem, professeur d'économie à l'Université Laval, au Québec, entend principalement nous rappeler que l'opposition radicale entre des systèmes occultes en fait d'importantes différences à l'intérieur de chacun des deux régimes. En ce qui concerne le capitalisme, il y parvient aisément. Le libéralisme économique n'est pas perçu de la même manière en France, aux Etats-Unis, au Japon, en Grande-Bretagne, etc. L'histoire politique et sociale ainsi que des cultures très diverses pèsent ici de tout leur poids sur le fonctionnement d'un système économique uniformément qualifié de capitaliste, malgré de profondes différences.

Quant au socialisme, depuis sa première application en 1917, il a fait preuve partout d'une plus grande unité, imposée d'ailleurs par la force. Cependant la Chine s'est réservé la possibilité d'adopter une voie quelque peu originale en ne suivant pas aveuglément Moscou dans son interprétation de Marx et de Lénine. La Yougoslavie constitue un cas particulier surtout par l'imprécision de son appareil économique écartelé entre la planification autoritaire et l'autogestion. Quoi qu'il en soit cet ouvrage, bien pensé et bien documenté, présente au surplus un avantage que l'auteur n'a pu prévoir: en partie consacré aux économies de l'est, il est probablement le dernier à les décrire avant les grands bouleversements de l'automne 1989. En somme, dans ces chapitres, il s'agit moins de la radioscopie dont parle l'auteur que d'une autopsie. Nul ne peut évidemment imaginer sur quoi déboucheront à terme des transformations aussi brutales qu'imprévues. Une longue période de turbulences plus ou moins violentes n'est pas à exclure. Néanmoins, on peut admettre qu'une réhabilitation définitive de l'ancienne orthodoxie est exclue. La foi est perdue; les idoles sont brisées. Tout demeure possible, à l'exclusion d'un retour pur et dur à ce que fit si lamentablement faillite.

«Les peuples se ressentent toujours de leur origine», observait déjà Tocqueville en 1839. R. Dehem le pense également et explique ainsi la diversité des régimes capitalistes dans les nations occidentales. La naissance des Etats-Unis, contrairement à celle de nos pays, peut être associée à un état de quasi-virginité économique. Les chances individuelles de réussite y furent plus égales que partout ailleurs. La concurrence illimitée obligeait à l'effort et à l'innovation, tout en garantissant une récompense proportionnée au mérite. L'espace était libre dans un pays dépourvu de droits acquis et d'entraves étatiques paralysantes. La rente foncière qui joua jadis un si grand rôle dans l'économie anglaise était initialement nulle aux Etats-Unis et ne commença guère d'apparaître qu'à la fin du siècle dernier. En Angleterre, la démocratie fut amorcée par la Magna Carta octroyée par le roi Jean en 1215, en attendant que la prééminence du Parlement sur le roi soit définitivement acquise en 1688. La libéralisation des marchés culmina avec l'abolition de la loi sur les grains (1846) et de l'Acte de navigation (1849).

*Roger Dehem: «Capitalismes et Socialismes. Les bases économiques à connaître»: Presses de l'Université Laval, Québec; Dunod, Paris 1989 (209 p.).

Tout autre fut l'histoire du système politique français où l'autocratie royale imprègne encore le régime actuel. Duverger ne parle-t-il pas, en 1985, d'une «monarchie républicaine» alors qu'avant lui Prélôt évoquait la «monarchie démocratique» française? Décidément Tocqueville demeure actuel dans son analyse de l'Ancien Régime: «Alors, comme aujourd'hui, l'administration tenait tous les Français en tutelle». On dit que l'esprit qui a le plus marqué la France de son empreinte est Colbert; c'est oublier que le colbertisme date au moins de Charles VII et de Louis XI qui pensaient ne pouvoir mieux faire régner le bon ordre et la justice qu'en organisant la production des richesses, et en soumettant à la volonté du prince les classes qui la créent. Plus tard, en disant que le roi a seul les lumières et la puissance propre à surmonter les difficultés que les marchands ne s'appliquent jamais à vaincre par leur propre industrie, Colbert n'inventait rien. Le Plan Monnet, pense l'auteur, n'a fait que ranimer des réflexes colbertiens ancestraux.

Par ses performances, le Japon figure en tête des nations capitalistes. Pourtant, la société japonaise demeure imperméable à l'individualisme et à l'anti-étatisme américains; elle n'est cependant pas moins éloignée du type de démocratie conflictuelle d'Europe occidentale et des oppositions de classes. L'histoire du Japon révèle vite le déterminisme profond qui lie l'éthique, les institutions, les politiques et le succès économique éclatant qui en résulte. Le facteur d'harmonie qui constitue l'éthique civique japonaise date de milliers d'années et puise sa source dans les problèmes soulevés par une forte densité de population sur un territoire pauvrement doté. Le juridisme onéreux qui engendre ailleurs des conflits continuels a ainsi été évité grâce à la prise de conscience d'une responsabilité collective par tout japonais.

Face à la diversité des capitalismes et des socialismes, l'auteur estime que les caricatures idéologiques héritées du XIX^e siècle sont à présent désuètes. Elles ne peuvent plus servir que d'épouvantails pour des esprits primaires omnibulés par de vieux préjugés. A l'Est, le subit effondrement des dogmes semble lui donner raison. Mais alors se posent plusieurs nouvelles questions auxquelles l'avenir seul répondra. Un vide idéologique peut-il indéfiniment ne pas être comblé? Et par quoi, en l'occurrence? La compétition à laquelle se livraient hier les grandes doctrines n'était-elle pas une condition de vitalité et d'efficacité qui cessera d'être remplie au moment où personne n'aura plus besoin de prouver que son régime économique est préférable à celui des autres?

François Schaller
*Professeur
Epalinges*

TRANSFORMATION DE L'ESPACE ECONOMIQUE ET TRANSNATIONALISATION*

Evoquer la profonde restructuration du support spatial qui s'opère sous nos yeux peut paraître se confiner dans les abstractions. Il n'en est rien car derrière ces vocables se dessine une réalité que nul ne peut contester tant ses manifestations sont nombreuses. encore n'est-il

*Gaston Gaudard: «Transformation de l'espace économique et transnationalisation»; Edit. Universitaires, Fribourg (Suisse) 1989 (164 p.)

pas aisé de cerner semblables mutations, ni de les décrire avec toute la précision désirable. L'espace économique est en pleine transformation, quelle que soit l'échelle que l'on choisisse pour l'étudier. A la base, on assiste à la dislocation croissante de l'espace réservé jadis aux fonctions de travail, de résidence et de loisirs. En Suisse, toutes les villes de plus de 50'000 habitants ont régressé de 1970 à 1980 alors qu'elles avaient vu sans exception leur population croître entre 1950 et 1960. Sur un autre plan, qu'est devenue la notion traditionnelle d'économie nationale, avec ses frontières bien délimitées, ses exportations et ses importations, ses propres entreprises et ses statistiques dont la signification n'était pas ambiguë? Aujourd'hui, que penser des exportations des trois plus grandes entreprises suisses si on néglige le fait qu'elles localisent en moyenne le 80% de leurs effectifs à l'étranger où elles écoulent le 95% de leurs produits?

Depuis le début des années 1970, nous sommes confrontés à des économies nationales qui s'interpénètrent, s'emmêlent et forment toutes ensemble une économie mondiale au sein de laquelle les espaces économiques ne se confondent plus avec les frontières des pays. Les échanges perdent leur signification lorsqu'on les considère entre les nations; en revanche, ils sont riches d'enseignement dès qu'ils sont saisis entre les neuf pôles qui se partagent l'économie de notre planète, favorisant ainsi 36 types de relations interdépendantes d'une intensité inégale. L'économie mondiale est de moins en moins internationale et de plus en plus transnationale, à l'image des entreprises elles-mêmes.

Une telle évolution, surprenante par sa rapidité, nous contraint à repenser le concept d'espace économique avec toutes les conséquences qu'implique cette nouvelle exigence. Par exemple, peut-on raisonnablement s'imaginer l'Europe aujourd'hui telle que les Pères fondateurs, Jean Monnet et Robert Schumann la concevaient en 1957? C'est à coup sûr une large ouverture qui s'impose à cet espace européen devenu à présent l'un des grands pôles de l'économie mondiale, face à l'Amérique et à la région du Pacifique. Certes, mais qui ne pourra se développer qu'en étroite interdépendance avec les autres vastes zones de la planète. Comme chaque nouvelle construction, l'Europe doit se repenser au fur et à mesure qu'elle s'élabore plutôt que de se soumettre à un plan rigide conçu une fois pour toutes.

Spécialiste reconnu en matière d'espace économique, le Professeur Gaston Gaudard nous entretient ici des différents aspects d'un problème très complexe. Son ouvrage se présente comme un recueil dans lequel sont rassemblées, sous la forme de chapitres choisis, des contributions rédigées au cours de ces trois dernières années. On sait d'expérience que cet auteur projette toujours beaucoup de clarté sur les questions pourtant délicates qu'il aborde, et répond par des arguments solides aux questions que le lecteur se pose. Adversaire résolu des «fausses idées claires» dont le simplisme manichéen est souvent l'expression, il insiste sur l'absence d'opposition permanent entre le développement régional et la qualité de la vie. La conception selon laquelle aucune atteinte nouvelle à l'environnement ne devrait être tolérée revient à conclure sommairement à l'arrêt de toute croissance; or, cette solution est envisageable mais l'auteur démontre qu'elle n'est pas optimale. Il repousse toute contestation qui débouche sur la paralysie et le couperet cynique de la croissance zéro. Par ailleurs, il explique avec bonheur l'absence de contradiction, malgré les apparences, entre la spécialisation et la diversification. La spécialisation dominante, indispensable en toute entreprise qui veut survivre, n'est pas immuable. Elle doit pouvoir être relevée à brève échéance, remplacée dans son rôle par une autre activité déjà bien amorcée.

Les pages consacrées à l'approche suisse de l'espace économique européen ne peuvent évidemment laisser personne indifférent. Quelles que soient les difficultés auxquelles les Douze se heurteront encore avant de traduire dans la réalité chaque article de l'ambitieux projet que constitue Le Livre Blanc de 1985, la prudence nous commande d'agir et de réagir comme si nous étions certains de la réussite complète, et dans les détails, du programme adopté. Aujourd'hui, il est presque certain que le peuple suisse refuserait d'abandonner sa neutralité et son régime de démocratie directe en échange d'avantages économiques qu'il est difficile de quantifier ou même d'identifier. De même, il n'est pas plus facile de mesurer les avantages dont nous bénéficierons en demeurant — bien qu'associés plus ou moins étroitement — à l'extérieur du Bloc politique de l'Europe des Douze. L'incertitude tient ici au fait que nous sommes encore loin de connaître avec précision l'ampleur et le fonctionnement des mesures qui seront définitivement arrêtées au cours de ces prochaines années. Sommes-nous, de la sorte, placés en situation particulièrement inconfortable et qui pourrait à long terme se révéler très préjudiciable? L'auteur est trop conscient des réalités économiques pour le craindre. D'ailleurs, l'issue de l'Uruguay Round, sous l'égide du GATT, revêt pour nous une très grande importance, même si l'opinion publique s'y intéresse beaucoup moins qu'à la Communauté européenne. Aussi M. Gaudard est-il du même avis que le Secrétaire d'Etat Franz Blankart pour qui le véritable choix pour la Confédération n'est pas vraiment entre l'adhésion et la non-adhésion au Marché commun, mais de savoir si nous voulons tout entreprendre pour demeurer compétitifs sur les marchés extérieurs, quelle que soit la forme que prendra finalement l'Europe. Dans un monde qui a opté pour la concurrence et au sein duquel les grandes idéologies ne peuvent résister indéfiniment aux nouvelles techniques de communication, une telle conclusion s'impose. Cela d'autant plus que l'intégration au monde d'un petit pays lui assure de sérieux atouts, comme le relève l'auteur dans les derniers chapitres de cette remarquable étude.

François Schaller
*Professeur
Epalinges*